

Français du monde

Magazine de l'association
mai - juin 2022

| 206

La culture en partage Initiatives et perspectives

Grand angle | page 4
Ma vie ailleurs | page 5
Baromètre | page 6
Écologie | page 8
Vie associative | page 9
Le dossier | page 10

Français



du monde

Assemblée générale 2022

Le temps des retrouvailles...



Où ? À l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris

Quand ? Le samedi 27 août 2022

Comment ? En présentiel ou par visioconférence

L'Assemblée sera précédée de deux journées de rencontre : le jeudi 25 août 2022, l'équipe du siège de l'association aura le plaisir d'accueillir ses adhérents à l'occasion d'une **journée Portes ouvertes**. Français du monde-adfe organisera, le lendemain le temps d'une matinée, un **atelier consacré à la communication numérique** salle Tignous à l'Hôtel de Ville de Paris. Une occasion pour découvrir notamment les bonnes pratiques et usages des réseaux sociaux avec l'objectif de gagner en visibilité. Le programme de l'Assemblée générale sera communiqué très prochainement aux adhérents.

Webinaires Français du monde

Des rendez-vous pour s'informer et se former

> **samedi 25 juin 2022 à 14h (heure de Paris)** : La présidence du Conseil consulaire

> **vendredi 23 septembre 2022 à 14h (heure de Paris)** : L'enseignement français à l'étranger

En 2021, Français du monde-adfe a initié plusieurs webinaires sur différentes thématiques intéressant tout particulièrement nos compatriotes établis hors de France. En septembre, alors que les élections consulaires venaient de s'achever, le premier webinaire a rassemblé plus d'une soixantaine de conseillères et conseillers des Français de l'étranger élus pour interroger leur rôle vis-à-vis des Françaises et Français de leur circonscription. Le deuxième rendez-vous, quant à lui, a permis d'en apprendre un peu plus sur la protection sociale et le dispositif STAFE. En 2022, l'association a pu bénéficier de l'expertise de deux membres de la Direction des Impôts des non-résidents du ministère de l'économie, dans le cadre d'un webinaire consacré à la fiscalité des Français de l'étranger. Cécilia Gondard, conseillère élue à l'Assemblée des Français de l'étranger ainsi que Christine Ciccone, présidente de Français du monde-adfe Washington ont également apporté leur éclairage sur la question.

Tous nos webinaires sont enregistrés et à la disposition des adhérents dans les espaces Adhérent, Responsable et Conseiller du site internet www.francais-du-monde.org

Par ailleurs, à l'invitation de l'association des étudiants de l'Université de Technologie de Compiègne, l'UTC Alumni, Claudine Lepage a participé en février, à la Soirée de l'expatriation. Un webinaire dans lequel elle est intervenue dans la table ronde « Comment accompagner les expatriés ? ». Le public était essentiellement composé d'étudiants et d'élèves-ingénieurs amenés à s'expatrier dans le cadre de leurs études ou d'un projet professionnel.

Français du monde

Magazine gratuit de Français du monde-adfe
62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris France
contact@adfe.org
www.francais-du-monde.org



Directrice de la publication | Claudine Lepage

Rédactrice en chef | Florence Baillon

Comité de rédaction | Stéphane Arnoux, Florence Baillon, Vanessa Gondouin-Haustein, Claudine Lepage, Philippe Moreau, Charles Romero

PAO & conception graphique | Stéphane Arnoux

Lectrice-correctrice | Myriam Bernard

Visuel en couverture | Musée de Ouidah, 2013 ©Jean-Dominique Burton

Français



du monde

Édito

“ La culture est l’âme de la démocratie.”

Lionel Jospin

La culture sous toutes ses formes a beaucoup souffert de la pandémie que nous venons de traverser. La culture est synonyme d'échanges. Le confinement et autres restrictions sont des barrières insurmontables à ce dialogue avec l'autre dont elle a besoin pour vivre et dont nous avons besoin pour respirer et nous épanouir. Avant la pandémie, le secteur culturel représentait 7% du PIB, soit plus que le secteur automobile, et de nombreux emplois en dépendent. La précarité a frappé, là plus qu'ailleurs encore. Si la France a un système de protection sociale pour les intermittents du spectacle, il existe peu d'autres pays qui ont pu protéger à minima les artistes.

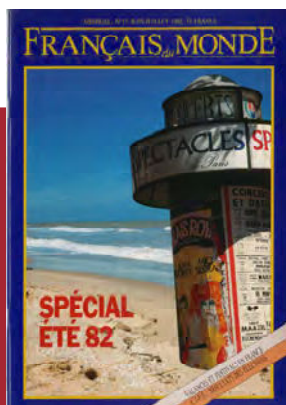
En tant que Français de l'étranger, nous sommes porteurs de plusieurs cultures, notre culture d'origine et celle de notre ou nos pays de résidence. En tant qu'association, Français du monde-adfe a aussi un rôle à jouer dans la rencontre des cultures et les échanges, à côté des opérateurs institutionnels, sans concurrence, parfois en partenariat. Dans ce numéro, nous vous présentons des artistes français à l'étranger ainsi que des activités culturelles des sections.

J'ai eu la chance d'être membre de la Commission culture au Sénat et les sujets ne manquaient pas: spectacle vivant, festivals, écoles d'art et d'architecture, musique, livre, restitutions de biens culturels, patrimoine et audiovisuel... Tant de secteurs sont concernés qui tous, participent du vivre ensemble, du mieux vivre ensemble. Il faut faire toujours plus pour que la culture soit accessible à tous. L'introduction du pass Culture est un moyen intéressant de permettre aux jeunes d'accéder à la culture sans exclusive. Le pass Culture pour les jeunes Français de l'étranger mérite réflexion.

C'est la culture qui permet de mieux comprendre le monde et de développer la tolérance. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de culture car, comme l'affirme un ancien ministre de la Culture : *« la culture est un antidote à la violence car elle nous invite à la compréhension d'autrui et féconde la tolérance en nous incitant à partir à la rencontre d'autres imaginaires, d'autres cultures ».*

La culture est un lien qui unit les peuples, un gage de paix. Comme nous le voyons actuellement là où il n'y a plus de culture, ce sont les armes qui parlent, c'est la barbarie qui s'installe. Alors soutenons les artistes, tous les artistes, pour nous sauver de la barbarie.

Claudine Lepage,
présidente



Il y a tout juste 40 ans, le numéro 15
du magazine *Français du monde*
s'intéressait déjà à la culture !

Guerre en Ukraine :

La Pologne, en première ligne face à la crise humanitaire

Plus de 5 millions de réfugiés ont fui la guerre en Ukraine depuis l'offensive russe du 24 février 2022. Une majorité a transité par la Pologne, où 2,3 millions de personnes ont trouvé refuge. La société civile polonaise a fait preuve d'une solidarité exemplaire, une attitude qui tranche avec celle des autorités lors des précédentes crises migratoires. Mais de nombreux défis demeurent.

Entretien avec Anaïs Marin, présidente de la section Pologne de Français du monde-adfe.

Comme de nombreux Français de Pologne, vous avez participé à cet élan de solidarité en aidant les réfugiés de guerre dans leur exode. Quel est votre retour d'expérience ?

Dès les premiers jours de l'agression russe, les réseaux d'entraide se sont mobilisés pour apporter une aide d'urgence à la frontière. Ici à Varsovie, j'ai participé à des collectes spontanées pour faire parvenir aux réfugié.e.s (une majorité de femmes et d'enfants) vêtements chauds et duvets, mais aussi de la nourriture, des thermos et des produits d'hygiène. Les volontaires se coordonnaient grâce aux réseaux sociaux, avant que des institutions ne prennent le relais. Chacun a mobilisé sa communauté, au gré des besoins. Dans mon immeuble, j'ai sollicité les autres mamans pour réunir et acheminer des denrées vers les centres de collecte. Certaines laissaient des poussettes à même les quais de gare, à disposition des familles qui n'en avaient pas en descendant du train.

Et, bien sûr, beaucoup ont ouvert leur porte aux réfugiés, par bouche à oreille (il y a une importante diaspora ukrainienne en Pologne) ou en s'inscrivant sur des plateformes d'hébergement. Le premier mois, mon appartement n'a pas désempli. Quand il me manquait de la literie, des médicaments spécifiques ou de la nourriture pour animaux, j'envoyais un message à mes voisins et, dans l'heure, tout était déposé sur mon palier. Les écoles aussi ont organisé des collectes, et, très vite, l'accueil d'enfants ukrainiens. C'était essentiel pour les aider à surmonter le traumatisme, laisser à leurs parents le temps de faire leurs démarches et faciliter leur intégration.

Les transports publics ont immédiatement été rendus gratuits pour les Ukrainiens. Chauffeurs de taxi, restaurateurs, médecins, coiffeurs, vétérinaires ont aussi accordé leurs services gratuitement ! Seuls les citoyens ukrainiens ont pu en profiter, cependant les réfugiés biélorusses d'Ukraine par exemple, et a fortiori

les non-Européens (Africains, Maghrébins, Asiatiques) ont souvent été discriminés. Les premiers réfugiés que j'ai accueillis étaient des étudiants togolais de Kharkiv. Séparés des autres à la frontière, ils avaient dû attendre trois jours pour la traverser, avaient voyagé dans le train debout et payé pour leurs repas. Lorsqu'ils ont voulu poursuivre leur route vers l'Allemagne, j'ai essayé – en vain – de leur obtenir des titres de transport gratuit, et finalement, j'ai payé leurs billets de train pour Berlin...

On se souvient d'ailleurs que le gouvernement polonais a été beaucoup moins ouvert à l'accueil de réfugiés du Moyen-Orient qui se sont massés à la frontière entre le Bélarus et l'UE en 2021...

En effet, et il y a un passif. Déjà en 2015, le gouvernement PiS (Droit et Justice) avait refusé de participer à l'effort d'accueil des réfugiés syriens. La population semblait d'ailleurs adhérer à cette approche sélective : « *on ne peut pas intégrer des non-chrétiens* », entendait-on alors. Ce racisme latent a aussi expliqué pourquoi la Pologne, qui avait accueilli des milliers de réfugiés fuyant la répression au Bélarus en 2020, a repoussé sans ménagement ceux, originaires d'Irak ou d'Afghanistan, qui se sont présentés à la frontière à compter de l'été 2021. Elle s'en est justifiée en arguant qu'il ne fallait pas céder à la « guerre hybride » menée par le régime biélorusse, qui semble en effet avoir orchestré cet afflux pour déstabiliser l'UE, et diviser la société polonaise au passage. A l'époque, les bénévoles polonais qui se souciaient des droits humains de ces réfugiés, qui moururent par dizaines dans la forêt limitrophe après avoir été refoulés par les garde-frontières polonais, étaient en minorité. Ceux qui continuent d'aider ces « migrants illégaux » – qui tentent toujours d'essayer d'entrer dans l'UE – se mettent dans l'illégalité. Ici aussi, aider certains réfugiés expose à des poursuites pour délit de solidarité.

Une fois sur le territoire de l'UE, les réfugié.e.s d'Ukraine ne sont pas forcément à l'abri du danger. Quelles autres menaces les guettent, et comment y remédier ?

La guerre et la crise migratoire qui s'ensuit ont attiré des personnes malhonnêtes, venues de toute l'Europe pour abuser de la vulnérabilité des réfugié.e.s. On l'a constaté à la frontière avec l'Ukraine, où des bénévoles ont rapporté avoir été approchés par des individus prêts à payer pour faire monter des groupes de réfugié.e.s dans leurs véhicules, sans se déclarer auprès des coordinateurs humanitaires. Désarmées, épuisées, mal informées, des femmes et des jeunes filles ont ainsi pu se faire embarquer par des maquereaux, des marchands de sommeil ou des esclavagistes modernes, qui promettent le gîte et le couvert... puis confisquent leur passeport et les contraignent à se prostituer ou à travailler dans des ateliers clandestins, ou comme saisonniers pour un salaire de misère, n'importe où en Europe. Outre les droits bafoués de ces personnes, parmi lesquelles les enfants, notamment les mineurs isolés, qui sont les plus vulnérables, c'est la sécurité des pays de destination qui est en jeu, car la traite d'êtres humains (se) nourrit d'autres activités criminelles. Il est indispensable que les pays de destination soient conscients de cette menace, et œuvrent à la prévenir. C'est l'un des enjeux de la protection temporaire promise par l'UE aux réfugié.e.s de la guerre en Ukraine : elle doit être octroyée sans discrimination contre les non-Ukrainiens, et s'appliquer dans tous les pays membres, pour que chaque victime de la guerre en Ukraine puisse connaître et exercer ses droits, y compris celui de travailler légalement dans l'UE pour subvenir à ses besoins durant cet exil forcé.

Propos recueillis par Vanessa Gondouin-Haustein,
membre du Conseil d'administration
Pays-Bas

Milka Pantelic

Une Française de l'étranger pas du tout à la remorque !

Depuis 2021, je vis à Seattle, après deux années passées à San Francisco où j'avais rejoint mon mari avec mon petit garçon de 3 ans et demi à l'époque. Mon mari est New-Yorkais et nous avons vécu en France pendant 16 ans auparavant, sans aucune intention de venir vivre aux USA. C'est réellement une opportunité professionnelle pour mon mari qui a bousculé notre quotidien. Il ne trouvait pas énormément de possibilités dans son domaine en France et, quand il a décroché le job rêvé dans une boîte de la tech à San Francisco, nous nous sommes décidés à partir. Ce départ a été compliqué pour moi pour plusieurs raisons : j'aimais ma vie en France, j'étais depuis toujours très impliquée politiquement, j'avais co-créé une agence de communication que j'ai co-dirigée pendant 16 ans et avant notre départ, je venais tout juste de monter une nouvelle structure en solo. Cependant, le tour était venu pour mon mari de s'épanouir dans sa carrière : il était resté en France parce que j'avais commencé mon aventure entrepreneuriale et c'était à lui aussi de faire évoluer son parcours professionnel.

En arrivant ici, je ne pouvais pas travailler. C'est pourquoi j'ai eu envie de rencontrer la communauté française et une amie, militante politique, m'a parlé de Français du monde. J'ai rencontré les gens formidables de la section de San Francisco, puis j'ai commencé à organiser des webinaires pour la section pendant la crise de la Covid-19 ; ensuite, on m'a demandé d'être deuxième sur la liste pour les élections des conseillers des Français de l'étranger menée par Serge Morel. Ce fut une campagne intense mais passionnante : j'ai découvert des problématiques que je ne connaissais pas.

En fait, j'ai vécu deux déménagements, le premier de la France vers San Francisco et le second, de San Francisco vers Seattle, en pleine pandémie. En arrivant sur place, j'ai pris contact avec la communauté française et surtout, je me suis rendue compte qu'il y avait des femmes, comme moi, très actives professionnellement en France, qui se retrouvaient tout à coup à la maison, sans pouvoir travailler. C'est une transition difficile à vivre et c'est un sujet dont on parle peu finalement. Il y a cette façade dorée de « l'expatriation » qui empêche toute discussion réelle sur le ressenti et le vécu des conjoints accompagnateurs. Alors, très vite, deux mois après mon arrivée, j'ai créé, avec une autre Française, un collectif baptisé *Les Remorques* (un clin d'œil à l'anglais *Trailing Spouse*). Nous avons organisé des rencontres, au début dans l'idée de favoriser des rendez-vous professionnels avec une recherche d'associés pour monter des entreprises. Mais j'ai vite réalisé que les envies étaient très différentes : certaines ne souhaitaient pas retravailler, d'autres au contraire voulaient retrouver un emploi, d'autres espéraient créer leur entreprise, etc. Alors, nous avons élargi le cercle pour accueillir toutes les « femmes remorques », sans jugement sur leurs envies et pour permettre une parole libre, un échange bienveillant et surtout se soutenir mutuellement. De ce petit groupe local est née l'idée du podcast lancée le 8 mars 2022 pour donner la parole à ces femmes : comment vivre le changement de statut social, le déséquilibre au sein du couple, comment se lancer dans un projet professionnel à l'étranger... Vous pouvez écouter **Les Remorques** sur toutes les plateformes de podcast.

Les États-Unis offrent plein d'opportunités professionnelles, surtout si l'on est diplômé : j'observe autour de moi des gens qui changent de job tous les deux ou trois ans, avec des évolutions de carrière incroyables. Les façons de travailler sont plus flexibles qu'en France, moins contraignantes, et le

travail réalisé est davantage et mieux reconnu. C'est, de façon générale, nettement plus positif en termes d'ambiance au travail et, surtout plus facile quand on souhaite changer rapidement de trajectoire. La situation toutefois est nettement moins idéale pour les travailleurs non qualifiés et précaires. D'ailleurs, c'est ce qui m'a toujours choqué aux États-Unis, ce fossé gigantesque entre les pauvres et les riches. Ma mère, âgée de 70 ans, lors de sa visite à San Francisco, avait été frappée par l'état de délabrement physique des seniors dans la ville : une santé amoindrie, une dentition en mauvais état, une allure un peu détériorée. Mais elle avait surtout été choquée par le fait que des personnes âgées puissent encore travailler. C'est ça les États-Unis : des septuagénaires qui remplissent vos sacs de course.

Un autre aspect qui me met très en colère ici, c'est le système de santé. J'ai du mal à entendre les Français qui critiquent notre système de santé et notre sécurité sociale. Je n'ai jamais connu une bureaucratie aussi kafkaïenne que celle des assurances médicales aux États-Unis. C'est un système qui empêche les gens d'aller sereinement se faire soigner, car on a toujours la boule au ventre par rapport à ce qu'on aura à payer. Du coup, la médecine préventive ne fonctionne pas bien et les gens ne vont chez le médecin qu'en cas d'urgence. C'est dramatique.

Pour en revenir aux *Remorques*, le nom a choqué au début, et a même été rejeté : les gens n'aiment pas s'identifier à une remorque et préfèrent dire qu'ils sont des moteurs ou des locomotives. Personnellement, je considère que nous sommes des immigrés de luxe, nous avons choisi d'émigrer, nous parlons la langue de notre pays d'accueil, nous avons fait des études supérieures, nous venons déjà avec un emploi rémunérateur... Nous avons des avantages par rapport à l'écrasante majorité des immigrés dans le monde... Même si le vécu des conjointes accompagnatrices (je féminise le mot car il s'agit à 99% de femmes) est réel et parfois difficile, il est sans comparaison possible avec celui de la majorité de l'immigration mondiale. Donc, je voulais un nom drôle : premièrement, pour être réaliste et respectueux d'une certaine façon de celles et ceux qui fuient la misère, la guerre, la famine... et deuxièmement, pour aussi rire de soi-même. Je pense qu'on manque d'autodérision de nos jours, or c'est important de savoir rire de soi et de ne pas se prendre trop au sérieux. Surtout par les temps qui courent : le rire est le premier interdit dans tout fascisme. Alors rions !

Je lance un appel aux volontaires voulant parler de leur projet, femmes et hommes (nous allons sortir un spécial Hommes) et nous raconter leur histoire : mail.lesremorques@google.com.



Le Baromètre des Français de l'étranger

une initiative de Français du monde-adfe

En 2019, Français du monde-adfe avait pris l'initiative de consulter les Français de l'étranger sur leurs besoins et leurs attentes, sous la forme d'un baromètre. Les participants avaient eu la possibilité de partager la réalité de leur vie quotidienne et d'exprimer leurs préoccupations à travers un questionnaire. Après la pandémie, l'association a décidé de proposer une deuxième édition, qui s'est déroulée tout au long du mois d'avril 2022. Ce nouveau baromètre a permis de consulter à nouveau nos concitoyens et d'observer l'évolution de leurs attentes.

La première édition montrait un intérêt particulier pour les questions de retraite, de démarches administratives, de fiscalité et d'éducation. Autant de femmes que d'hommes y avaient répondu et la majorité des réponses émanait d'Amérique du Nord, d'Allemagne, d'Espagne et du Royaume-Uni. Environ 80% des répondants ne souhaitent pas rentrer en France. La catégorie d'âge ayant le plus répondu (aux deux tiers) était celle des plus de 45 ans. Le thème des cotisations et du retour en France pour les retraités étaient une source d'inquiétude. On pouvait observer également des interrogations concernant le système d'équivalence des diplômes et le coût des écoles françaises. Enfin les démarches administratives semblaient particulièrement complexes, notamment pour le renouvellement des documents (consulats peu nombreux et horaires restreints). À ce titre, le vote était apparu comme une démarche compliquée en 2019, de nombreuses personnes n'ayant pas réussi à s'inscrire sur les listes électorales.

Pour l'édition de 2022, de nouvelles questions ont été ajoutées sur l'impact de la Covid-19, les élections présidentielles et la vie étudiante à l'étranger. La question de la double nationalité a été intégrée, ce qui a permis de constater que plus de 39% des répondants sont binationaux. Ce qui est resté inchangé dans le profil des répondants, c'est la parité et les pays les plus réactifs. Par ailleurs, l'analyse a montré qu'environ 40% des répondants vivent depuis plus de vingt ans à l'étranger et que la catégorie d'âge ayant le plus répondu est celle des plus de 60 ans. Un autre élément intéressant à noter est que **malgré la complexité de la situation internationale, 75% des personnes ne souhaitent pas rentrer en France** ; ce ratio varie à la hausse uniquement d'un endroit du monde à l'autre. Les préoccupations de nos compatriotes à l'étranger restent inchangées en 2022, mais sont exacerbées, et de nouvelles inquiétudes s'y ajoutent, comme la situation internationale et le réchauffement climatique, en particulier en Europe et en Amérique du Nord. Les personnes interrogées dans les pays hors OCDE sont, en revanche,

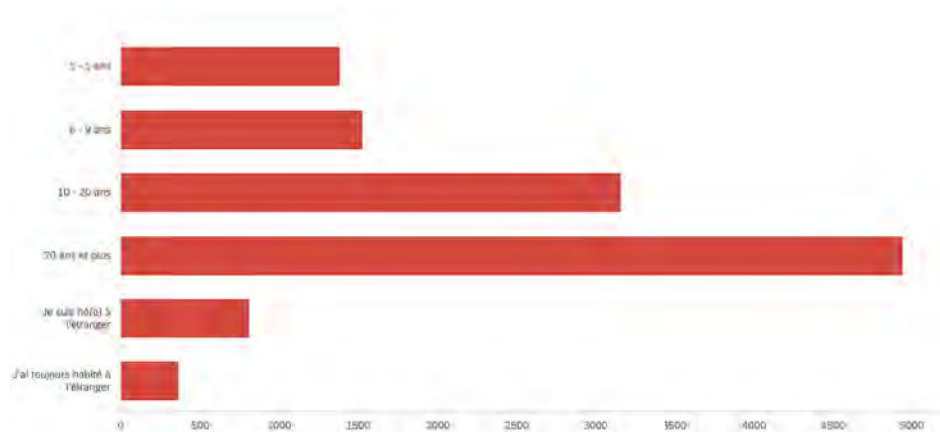
particulièrement attachées à l'assurance maladie et à des revenus décents pour leur famille.

Une autre indication : les personnes sondées affirment globalement qu'elles connaissent peu les actions menées en direction des Français de l'étranger (hors problématique Covid-19). La perception des élus (sénateurs, députés et conseillers des Français de l'étranger) et de l'action de l'État s'est dégradée depuis la dernière édition : effet covid, insatisfaction ou rejet des institutions comme dans l'Hexagone ? Nous devons collectivement nous interroger sur cette donnée qui interpelle.

La retraite occupe la première place des préoccupations de nos concitoyens. Que ce soit dans les données ou dans les doléances, la Caisse des Français de l'Étranger ne satisfait pas nos concitoyens et est perçue comme coûteuse : « *La CFE demande 460 euros par mois pour cotiser à la retraite française... Absolument impossible pour moi avec mon salaire local net* ». De plus en 2022, les retraites ont dû mal à résister à l'inflation : « *Les retraites sont gelées depuis plusieurs années en dépit de l'augmentation du coût de la vie* ».

Les relations entre les retraités et leurs caisses sont signalées négativement : délais, absences de réponse, manque d'information. De trop nombreux retraités sont en attente de leur versement mensuel qui a été suspendu, malgré l'envoi du certificat de vie (en retard mais envoyé), quand d'autres ont envoyé leur dossier retraite depuis des mois sans obtenir de retour. Même si de plus en plus de retraités disposent d'un compte sur l'Assurance retraite, ils ne reçoivent aucun message de suivi de leur dossier. En outre, le contact

Depuis combien de temps avez-vous quitté la France ?



Extrait de la récolte quantitative du Baromètre des Français de l'étranger

Comment se définissent les répondants en tant que français de l'étranger ?

avec France Connect est souvent problématique pour les retraités n'ayant plus aucun lien avec la France.

Les difficultés administratives sont aussi une préoccupation très importante. Il est beaucoup question des obstacles pour contacter les consulats, que ce soit par mail ou par téléphone, d'où une demande générale pour le maintien d'un service public de qualité, certaines personnes se voyant dans l'obligation de prendre des jours de congés pour accomplir leurs démarches : « *Avoir accès à mon consulat pour pouvoir renouveler carte d'identité et passeport en moins d'un mois. Tout simplement impossible* ». La fermeture de certains consulats rend le renouvellement des papiers très compliqué et le numérique montre ses limites quand il ne s'accompagne pas d'un renforcement du service consulaire. Nos compatriotes sont unanimes à réclamer une présence humaine.

La fiscalité est également à prendre en compte puisqu'elle est perçue comme injuste dans les deux baromètres. Le paiement de la CSG et la taxation « excessive » des résidences secondaires sont vivement critiqués par nos concitoyens : « *Fiscalité complexe et injuste des Français de l'étranger (aussi bien en France que dans le pays d'expatriation, même si des accords bilatéraux existent)* ». À cela s'ajoute la difficulté, voire parfois l'impossibilité d'ouvrir un compte bancaire en France.

L'éducation inquiète les parents. Le principal problème est l'accès aux études supérieures (Parcoursup et Crous) mais aussi les difficultés au niveau des équivalences de diplômes, l'accès aux bourses scolaires pour les classes moyennes et le tarif des établissements français qui augmentent de plus en plus : « *Une éducation réservée à une élite* ».

Concernant la question de la situation internationale, en 2022, les Français établis hors de France affrontent de grandes incertitudes pour l'avenir, entre la pandémie mondiale, la guerre en Ukraine et la pression chinoise sur les USA et sur l'Asie. Une nouvelle préoccupation est

apparue au sein de cette deuxième édition, celle du réchauffement climatique. On note une inquiétude grandissante face à l'absence d'action de nos gouvernements pour lutter contre le dérèglement climatique, en particulier parmi les Français d'Europe : « *Le dérèglement climatique = préoccupation globale. Cela devrait être la préoccupation n°1 de tous les pays mais personne ne fait rien* ».

Concernant l'élection présidentielle, il a visiblement été très compliqué de voter pour nos concitoyens, compte tenu du peu de bureaux de vote, des longues files d'attente et des distances : « *Impossibilités de vote, notamment pour la Présidentielle, éloignement des bureaux de votes, pas de solutions concertées, en liminaire absence de vote électronique remarquable pour les 1 800 000 des Français à l'étranger inexistant dans cette élection* ». Un point positif tout de même : les Français de l'étranger ont, dans une très large majorité (92,27%), été informés des possibilités de vote à l'étranger pour les élections présidentielle et législatives de 2022.

À propos du retour en France, les données restent stables, avec une même proportion de personnes qui souhaitent rester à l'étranger. Dans la deuxième édition, l'impossibilité de rentrer en France, à cause de la fermeture des frontières dans le contexte de la pandémie, a beaucoup inquiété les Français : « *Durant la crise de la covid, les frontières se sont refermées aux ressortissants français, plus jamais ça svp!!* ». De nombreuses personnes n'ont pu rendre visite à leur famille ni assister à des événements personnels importants tels que des mariages ou des obsèques. De plus, les tests PCR coûtaient très cher dans certains pays, et l'absence de Carte vitale empêchait leur remboursement.

1- Leur culture (pour 68,45% des répondants)

2- Leur langue (pour 59,06% d'entre eux)

3- Leur nationalité (pour 55,22% d'entre eux)

4- Leurs liens familiaux (pour 41,25% d'entre eux)

5- Leurs centres d'intérêt (pour 35,48% d'entre eux)

Extrait de la récolte quantitative du Baromètre des Français de l'étranger

Enfin **l'attachement à la culture est également présente**, d'abord parce qu'elle est vécue comme définition de l'identité française (comment vous définissez-vous en tant que Français ?), mais aussi parce que son accès est limité, ce qui incite de nombreux Français à réclamer l'accès à des chaînes de télévision francophones.

Cette photographie de la situation de nos compatriotes hors de France a été rendue possible aussi par nos partenaires. Le Dauphine Junior Conseil de la Junior Entreprise de l'Université de Paris Dauphine est spécialiste en analyse financière et stratégique : c'est avec leur équipe que nous avons pu créer le questionnaire, le mettre en ligne et analyser les données quantitatives. En revanche, pour les commentaires qui fournissent les données qualitatives, nous avons pu travailler avec **Rendez les doléances**, association non-partisane réunissant des hommes et des femmes engagés dans l'action citoyenne, qui étudient une partie des contributions du Grand débat national, resté sans effet ; leur méthode nous a inspirés. En 2019, les doléances et les résultats du Baromètre avaient été remis au Ministre délégué chargé des Français de l'étranger et au Premier ministre par l'agence France Stratégique. Nous recommencerons et nous diffuserons les documents auprès de tous les Français de l'étranger, avant de les rendre publics lors de l'Assemblée générale de notre association le 27 août 2022 à Paris.

Les résultats de cette riche étude ainsi que les centaines de doléances ne resteront pas lettre morte : ils seront transmis aux élus, adhérents et candidats aux élections législatives ainsi qu'aux décideurs et à l'administration française, afin que la voix des Français de l'étranger soit entendue !

L'Europe cherche son indépendance énergétique

Au plus haut depuis plusieurs mois, les prix des hydrocarbures ont vertigineusement augmenté avec la guerre russo-ukrainienne, impactant directement les pays européens, où 46% du charbon et 45% du gaz naturel sont achetés à la Russie. Les membres de la Commission européenne se sont réunis en urgence début mars pour repenser ensemble leurs stratégies énergétiques, en tenant compte notamment de leurs engagements pris lors du sommet de la COP-26. Leurs priorités : stopper la dépendance énergétique de l'UE qui importe notamment plus de 90% de gaz d'ailleurs ; diversifier les sources d'approvisionnement et surtout miser sur les énergies renouvelables, plus sûres et plus propres.

Le Centre de Recherche sur l'Énergie et l'Air pur (CREA) estime que pour la période allant du 24 février, date de l'invasion russe en Ukraine, au 24 avril dernier, l'Union européenne a dépensé plus de 40 milliards d'euros pour son importation d'hydrocarbures en provenance de la Fédération de Russie. Les États membres de l'UE sont particulièrement dépendants de la Russie, dont ils importent 46% de charbon, 45% de gaz naturel, 27% de pétrole brut et un peu plus de 5% de produits raffinés.

Pourquoi une telle dépendance, notamment au gaz naturel ? Depuis les engagements européens de fermer peu à peu les mines de charbon et les centrales nucléaires afin de se tourner vers les énergies renouvelables, beaucoup de pays européens ont adopté une énergie transitoire, le gaz. Il est souvent considéré comme moins polluant que le charbon, moins coûteux

que le pétrole et surtout facilement transportable, notamment pour les pays entièrement dépendants des énergies fossiles. Si les importations françaises de gaz russe s'élèvent à 17%, elles représentent environ 65% pour l'Allemagne, 90% pour la Bulgarie, 93% pour l'Estonie, 95% pour la Hongrie et 100% pour la République Tchèque et la Lettonie. Après le pétrole, le gaz est désormais le nouveau fossile énergétique au cœur des tensions géopolitiques.

Le pari des énergies renouvelables

L'envolée des prix des hydrocarbures après l'invasion russe en Ukraine de février dernier, la salve de sanctions économiques contre la Russie et la dépendance énergétique européenne obligent aujourd'hui les 27 à se pencher sur leur avenir énergétique et repenser leur stratégie. C'est dans ce contexte particulier que la Commission européenne s'est réunie au début du mois de mars. À l'issue de cette rencontre, une ébauche de projet a été dévoilée et les États membres devraient se réunir pour en discuter au mois de mai.

« *Nous ne pouvons pas continuer à dépendre d'un fournisseur qui nous menace ouvertement* », a estimé Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne. Le vice-président exécutif du Pacte vert pour l'Europe a poursuivi en indiquant : « *Passons aux énergies renouvelables sans plus tarder. Elles sont une source d'énergie bon marché, propre et potentiellement illimitée et qui - au lieu de financer l'industrie des combustibles ailleurs - créeront de l'emploi ici* ».

Réduire et diversifier l'approvisionnement

Le plan intitulé *Action européenne conjointe en faveur d'une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable* propose une série de mesures visant à répondre à la dépendance énergétique européenne. Tout d'abord, il envisage de reconstituer au plus vite les stocks de gaz avant l'arrivée de l'hiver, en se tournant notamment vers la Norvège, les États-Unis, le Qatar ou encore l'Azerbaïdjan et l'Algérie.

Par ailleurs, le plan met en avant la nécessité pour les 27 de réduire puis de stopper la dépendance européenne aux fossiles et combustibles russes. En 2021, la Russie a exporté 173 milliards de dollars de pétrole et de gaz. Elle est le troisième producteur mondial de pétrole derrière les États-Unis et l'Arabie Saoudite et le premier exportateur mondial de pétrole brut. Elle possède également les plus grandes réserves de gaz naturel au monde et répond à près de la moitié des besoins mondiaux en gaz. L'objectif de l'UE est de réduire d'ici à la fin de l'année de deux tiers la dépendance européenne au gaz et de supprimer avant la fin de la décennie sa dépendance aux hydrocarbures russes. Elle envisage également de réduire drastiquement sa dépendance au gaz liquide - notamment pour le chauffage et la production d'électricité - en comparaison du marché mondial, qui est lui beaucoup moins liquide. Fière de ses engagements pris à la COP-26, Ursula von der Leyen plaide pour le déploiement de technologies énergétiques vertes, notamment l'éolien, le solaire et l'hydrogène vert.

Vanessa Gondouin-Haustein

Bruxelles : conférence sur la situation en Ukraine

Le mercredi 11 mai 2022 l'ADFE-Français de Belgique organisait une soirée-rencontre avec Olivier Baumard, membre de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine de 2019 à 2021. Après l'exposé, des participants belges et ukrainiens ont parlé de leurs actions pour l'accueil des réfugiés, l'aide aux démarches pour le logement, l'attribution des papiers administratifs, le tri des dons mais aussi l'aide apportée aux résistants ukrainiens sur place, en particulier pour les familles déplacées

et les soldats blessés. La réticence à la prise de photos dans l'assemblée a montré comment le conflit a séparé les amis et les familles. Les champs sont couverts de mines, les étudiants ne peuvent plus passer de diplômes, les enfants grandissent dans un climat de violence, la jeunesse est sacrifiée, enrôlée ou exilée. Ceci ajouté aux crimes de guerre et aux viols. Combien de générations faudra-t-il après cette guerre pour la réconciliation entre Russes et Ukrainiens ?



Randonnée au Costa Rica

Une fois par mois, Français du monde-adfe Costa Rica organise une randonnée, activité conviviale qui permet aux adhérents de se retrouver, et de sortir du sédentarisme en explorant de nouveaux sentiers près de San José, la capitale du pays. La randonnée du mois de mars les a conduits à l'ouest de la ville, vers Ciudad Colon. Trois heures de marche, grimpettes, descentes, glissades, le tout clos par un pique-nique qui s'est achevé juste avant l'arrivée de la pluie.

Balade nocturne au Québec

La section de Québec s'est retrouvée à l'occasion d'une promenade dans les bois à la lueur des lampes frontales. Une expérience déroutante et originale car les repères tombent et le temps se suspend. De retour à l'accueil de la base de loisirs de Sainte-Foy, une boisson chaude bien méritée attendait les participants.



Retrouvez l'actualité des sections sur Facebook :

Belgique : [@FrancaisBelgiqueADFE](#)

Costa Rica : [@francaisdumondeadfe.costarica](#)

Québec : [Français du Monde - Québec](#)



Entretien : Marie-Cécile Zinsou le dialogue interculturel comme art de vivre

BIO / Marie-Cécile Zinsou, née en 1982 est franco-béninoise. Elle a vécu en France et en Angleterre. Issue d'une famille politique béninoise importante, son grand-oncle est l'ancien président du Bénin (Émile Derlin Zinsou) et son père ancien premier ministre (Lionel Zinsou). Après des études d'histoire de l'art, elle crée et dirige la Fondation Zinsou, installée depuis 2005 à Cotonou. En 2013, la Fondation Zinsou ouvre un musée d'art contemporain à Ouidah. La Fondation joue un rôle important dans le cadre de restitution des œuvres du musée du Quai Branly au Bénin. Depuis 2017, elle dirige la Maison Maria Casarès à Alloue et est vice-présidente de l'Institut des cultures d'Islam à Paris. En 2021, elle est nommée présidente du conseil d'administration de la Villa Médicis à Rome.



©Jean-Dominique Burton

J'ai créé en 2005, au Bénin, une Fondation qui est à l'origine, en 2013, du premier musée d'art contemporain en Afrique, le musée de Ouidah. Comme double nationale, j'ai pris ma part de responsabilité en tant que citoyenne française en assumant la présidence du Conseil d'administration de la Villa Médicis et la direction de la Maison Maria Casarès, deux projets qui me tiennent énormément à cœur, deux institutions culturelles très différentes. Je suis également vice-présidente de l'Institut des cultures d'Islam, un projet que je trouve très important. Mais mon vrai métier, c'est d'être directrice artistique de la Fondation Zinsou.

À la lecture de vos multiples activités au sein d'institutions culturelles, on sent les liens que vous établissez entre vos deux pays, mais est-ce que cela s'inscrit plus largement dans un goût pour les ponts entre différents univers ?

Je viens d'une famille qui a un ancrage politique fort, dans le sens de la vie de la cité. Mon engagement n'est pas politique, mais culturel et il est du même ordre au Bénin qu'en France, avec un investissement important pour les différentes communautés. Ce que j'aime surtout ce sont les ponts entre les projets culturels. Par exemple, la Maison Maria Casarès, dont j'ai pris la présidence il y a quatre ans, est un lieu de théâtre dans les territoires, en Charente limousine dans le petit village d'Alloue. Au Bénin, j'ai reçu en résidence artistique la compagnie qui dirige la Maison, on a produit des pièces de théâtre ensemble pour un jeune public et la compagnie a joué à peu près partout au Bénin et en France ; c'est d'ailleurs à la suite de cette réalisation que l'on m'a proposé la présidence de la Maison. Ces deux institutions sont dans une situation proche avec des problématiques similaires : elles se trouvent dans un territoire où il n'y avait pas

ce type d'activités, ni représentation de théâtre ni écriture contemporaine, car il s'agit d'endroits éloignés des grandes villes. C'est pourquoi il m'a semblé logique de les accompagner : que l'on travaille sur l'art contemporain au Bénin ou sur le théâtre contemporain à Alloue, c'est assez proche dans la façon d'aller chercher des publics et de réfléchir à ce que l'on doit apporter dans un endroit où il n'y a pas ce genre d'offre culturelle. Et puis cela m'a permis de monter une exposition à la Maison Maria Casarès, l'été dernier, de Joël Andrianomearisoa, un artiste qui avait déjà exposé au Bénin et qui a proposé quelque chose de très poétique autour de Maria Casarès, elle-même exilée espagnole fuyant le franquisme, qui a fait une carrière extraordinaire en venant dans notre pays. Il existe de très nombreux liens, tout comme à la Villa Médicis qui accueille des créateurs du monde entier entre mes différents engagements en faveur de la création.

On sait que la France a une longue tradition de politique culturelle, non seulement pour son propre rayonnement au niveau international mais aussi parce qu'elle favorise le dialogue entre les cultures du monde, considérez-vous que ce soit propre à notre pays ?

Il ne s'agit pas uniquement de faire rayonner la création française, mais aussi d'encourager les échanges et c'est ce qui est fantastique dans la culture. La raison pour laquelle j'ai accepté de prendre bénévolement la présidence de la Villa Médicis, à la demande du Président de la République, c'est pour rendre un peu ce que j'ai eu. En ayant deux cultures, on peut voir deux systèmes différents : la Fondation au Bénin est entièrement soutenue par du mécénat privé sans aucune aide publique. En tant que Béninoise, je me bats pour trouver les moyens de faire vivre

le musée et d'accueillir le public. En tant que Française, je suis aussi infiniment reconnaissante des moyens qui sont alloués à la culture. Enfant, j'en ai bénéficié avec l'accès gratuit au théâtre, au musée, comme bon nombre de nos compatriotes. Avec la Maison Maria Casarès c'est pareil : le nombre de subventions que l'on reçoit à toutes les échelles, de la communauté de communes à l'État en passant par la Région, le Département, est incroyable ! Ces aides permettent aux projets d'exister, alors qu'ils ne pourraient être montés nulle part ailleurs dans le monde. C'est pourquoi accepter la Villa Médicis était une évidence, car c'est également une façon d'accompagner ce monument exceptionnel. **J'ai tout à fait conscience en étant double nationale que la culture est un combat dans certains pays, là où elle est un droit en France.**

“ J'ai tout à fait conscience en étant double nationale que la culture est un combat dans certains pays, là où elle est un droit en France. ”

Vous évoquez l'accès des publics à des expressions artistiques contemporaines qui semblent parfois élitistes. Même la Villa Médicis donne l'image d'un palais

merveilleux mais inaccessible, comment rapprocher la création de tout un chacun ?

Il est vrai que l'image commune de la Villa Médicis est celle d'un palais inaccessible alors que c'est très ouvert. Tout d'abord, elle se visite, il ne faut pas hésiter à s'y rendre, c'est un endroit pour tous les publics. Concernant les artistes, il faut rappeler qu'il s'agit de la première résidence artistique au monde puisqu'elle date de 1666 ! C'est donc un accompagnement des artistes depuis bientôt cinq siècles de la part de l'État français, dans des conditions exceptionnelles, au sein d'un bâtiment historique. C'est aussi un patrimoine : c'est la demeure de Ferdinand de Médicis quand il décide d'être le prochain pape avant que les aléas de l'histoire ne le ramènent à Florence et qu'il choisisse entre être pape et grand-duc de Toscane. C'est la villa qu'il fait aménager pour prévenir Rome qu'il arrive et qu'il est le plus puissant. Nous sommes face à un bâtiment patrimonial exceptionnel qui a eu la chance d'avoir des directeurs incroyables, parmi lesquels notamment l'artiste Balthus (nommé par André Malraux, alors ministre de la culture) qui a transformé la Villa et en a fait une version très contemporaine. Outre les résidences, les patrimoines et les jardins qui donnent sur l'un des plus beaux points de vue sur Rome et se visitent désormais grâce au nouveau directeur Sam Stourdzé, il y a aussi les expositions. L'une est organisée annuellement par le Département d'Histoire de l'art qui propose une exposition fondamentale, en ce moment il s'agit de « Gribouillages » en collaboration avec les Beaux-Arts de Paris, une exploration des gribouillages d'artistes de Léonard de Vinci à Cy Twombly. On présente aussi le travail des pensionnaires et le travail d'artistes contemporains, à l'heure actuelle Martine Parr dans les jardins et une installation de Giuseppe Penone dans la chambre du Cardinal, de vraies interventions d'artistes. C'est vraiment une institution ouverte, la seule condition pour postuler comme artiste résident, c'est de remplir le dossier en français ! Ni limite d'âge, ni restriction quant à la nationalité, c'est un endroit destiné à accueillir tous les talents du monde. C'est une année hors du temps pour les musiciens, les danseurs, les metteurs en scène, les plasticiens, les historiens de l'art, un endroit ouvert sur le monde et sur les pratiques contemporaines.

À travers vos propos, on saisit le dynamisme des institutions culturelles en faveur de la création actuelle. On lit le respect du patrimoine. Cependant ce patrimoine est parfois en dispute,

et ses conditions d'acquisition sont contestables. Vous avez participé à la restitution d'œuvres de la France vers le Bénin, votre double culture vous permet-elle de mieux comprendre ce qui se joue dans ce type de processus ?

Les restitutions d'objets sont inévitables car nous sommes dans une nouvelle définition des relations globales : on ne peut pas éluder le sujet de ce qui s'est passé dans les 150 dernières années en Afrique notamment. **La restitution n'est pas une guerre, c'est un nouveau dialogue.** Étrangement, je pense que c'est plus facile à entendre maintenant qu'au Bénin, on a obtenu le retour des 26 œuvres des palais royaux d'Abomey. C'est un enrichissement commun, il ne s'agit pas de faire le vide dans les collections nationales françaises et d'effacer une histoire, mais de donner la possibilité au Bénin de récupérer un patrimoine fondamental, car c'est le patrimoine qui raconte une histoire importante qui se passe

“ **La restitution n'est pas une guerre, c'est un nouveau dialogue.** ”

avant la colonisation. Un des pires dégâts de la colonisation est d'avoir effacé une grande partie de nos histoires et de nous laisser uniquement avec l'histoire coloniale à laquelle se rattacher, lorsque l'on essaie d'inventer l'avenir. Ces regalia reviennent comme des supports de mémoire, qui ont plus de sens au Bénin que dans les collections nationales françaises, d'autant plus qu'elles en possèdent parfois plusieurs exemplaires. Ces objets présentés sous vitrine en France ne veulent pas dire grand-chose, alors que les voir au Bénin, c'est extrêmement émouvant. Pour la population, l'accès à sa propre histoire et l'occasion de renouer avec un patrimoine, qui a besoin d'être transmis est absolument essentiel. En réalité, la France en faisant ce geste, se grandit et enrichit ses connaissances sur ses propres collections. L'exposition au Bénin, constituée des 26 objets restitués et de 114 œuvres contemporaines, était exemplaire : une véritable leçon de muséographie, aux standards internationaux et plus de 100 000 visiteurs. Cela démontre à la fois que le Bénin invente une nouvelle politique du patrimoine et qu'il existe une véritable appétence de la population

pour accéder à sa propre histoire. Avoir accès à son patrimoine et à son histoire permet de définir son avenir.

À propos de ces nouveaux rapports concernant la mémoire collective, que répondre à ceux qui disent que si les musées européens n'avaient pas, en leur temps, conservé le patrimoine mondial, il aurait disparu aujourd'hui ?

Ces objets avaient déjà plusieurs siècles quand ils ont été dérobés, ce qui prouve qu'on les avait conservés à une époque où la conservation se faisait dans des conditions muséographiques moins modernes qu'aujourd'hui ! Il existait donc une conscience du patrimoine. Lorsque l'on contemple des objets dans un musée, on ne pense jamais à ce qui s'est passé quand ces gens ont été privés de ce qu'il y avait de plus sacré pour eux. On voit bien combien cela choque que quelqu'un vole un objet dans une église. Quant aux risques à cause des guerres par exemple, rappelons-nous que le grand conflit vécu par l'Afrique, c'est bien la guerre coloniale. La probabilité qu'une population détruise tout ce qu'elle a de plus sacré n'existe pas, surtout lorsqu'il s'agit de ce qui est fondamental pour la cohésion de la vie de la communauté. Dans le cadre du Dahomey, les objets volés incarnaient la puissance royale que l'on détruisait pour asseoir son propre pouvoir. Enfin, les gens qui affirment que l'Afrique ne sait pas conserver son patrimoine et n'a pas de politique culturelle solide, en général n'ont jamais mis les pieds dans les musées de Bamako, Dakar, Cotonou, Marrakech, ...

Pour finir, j'invite vos adhérents, que je connais par ailleurs au Bénin notamment Françoise Varin, à visiter la Villa Médicis à Rome, à assister au Festival d'été à la Maison Maria Casarès, à se rendre à Paris à l'Institut des cultures d'Islam ou encore à la Fondation Zinsou à Cotonou et au Musée de la Fondation Zinsou à Ouidah au Bénin pour découvrir l'art contemporain africain, à bon entendeur !

Propos recueillis par Florence Baillon

www.fondation-zinsou.org

www.villamedici.it/fr

mmcasares.fr

www.institut-cultures-islam.org



La Villa Kujoyama une Villa Médicis au Japon

Fondée il y a trente ans à Kyoto, la Villa Kujoyama est une résidence artistique pluridisciplinaire. Elle est l'un des plus prestigieux établissements français à l'étranger avec la Villa Médicis à Rome et la Casa Velasquez à Madrid. Elle reçoit chaque année des créateurs qui développent des projets en lien avec le Japon et participent du dialogue des cultures.

D'un institut claudélien...

Aux origines lointaines de la Villa Kujoyama se trouve l'Institut franco-japonais du Kansai voulu par l'ambassadeur-poète Paul Claudel. Avec le soutien de l'homme d'affaires francophile Katsutaro Inabata, l'établissement sort de terre en 1927 sur les hauteurs de la ville. A la suite du déménagement de l'Institut, les lieux restent inoccupés. Alors que le terrain est voué à la vente, la relance des relations franco-japonaises à la suite de l'élection de François Mitterrand en 1981 permet d'annuler la cession et de faire naître une nouvelle ambition : la création d'un centre pour les échanges et la création. En 1986, la France s'appuie à nouveau sur la famille Inabata. Katsuo, le petit-fils du premier mécène, rassemble des fonds auprès d'entreprises japonaises du Kansai (la grande région autour de Kyoto-Osaka) pour parvenir à l'objectif fixé. L'État français s'engage pour sa part à assurer le fonctionnement de cette nouvelle institution.

... à une Villa des arts

Le 5 novembre 1992, le centre culturel est officiellement inauguré. Il prend le nom de Villa Kujoyama emprunté au mont Kujo sur lequel il est bâti. L'architecte Kunio Kato signe les plans d'un grand vaisseau en béton brut et aux espaces lumineux. Entouré d'une forêt de bambous, l'édifice est construit à flanc de montagne et surplombe la plaine de l'ancienne capitale impériale. Six ateliers reliés à un auditorium et à une longue terrasse-belvédère accueillent artistes et écrivains. La durée des résidences est alors de six à douze mois. Michel Wasserman, un des initiateurs de la Villa Kujoyama dont il fut le premier directeur (1992-1994) se souvient de cette période pionnière : « *La Villa permettait aux artistes de travailler dans un vrai havre de paix* ». Ayant été auparavant directeur de l'Institut franco-japonais, il met son vaste réseau au service des créateurs. A la tête de la jeune institution, il encourage aussi les résidents français à nouer des liens humains et professionnels avec leurs alter egos nippons.

Malgré la barrière de la langue et un environnement parfois hermétique, les artistes français parviennent à éviter l'écueil de projets hors sol.

En l'espace de vingt ans (1992-2012), la Villa reçoit 275 résidents, dont de nombreux talents prometteurs : Xavier Brillat, Fabrice Ravel-Chapuis, Lisa Bresner, Morgan Sportès, Corinne Atlan, Julie Brock, José Lévy, Susan Buirge ou encore Dominique Noguez. La liste est longue. Sur la terrasse de la Villa, une céramique signée du peintre Olivier Debré forme symboliquement un trait d'union entre plusieurs générations d'artistes et la ville de Kyoto.

Éclipse et renaissance

Malgré ce beau bilan, la Villa est menacée de disparition à l'orée des années 2010. L'argent manque pour le programme des résidences. Quant au bâtiment, abîmé par l'humidité, il nécessite une rénovation coûteuse. La Villa doit fermer ses portes en 2012. Une mesure temporaire qui menace de devenir définitive. A Tokyo, l'ambassadeur Christian Masset et son conseiller culturel Bertrand Fort se mobilisent. A Paris, Laurent Fabius, nouveau ministre des Affaires étrangères de François Hollande, s'empare du dossier. Il convainc son ami Pierre Bergé et sa Fondation de réhabiliter la Villa. Une autre fondation, celle de la famille

Bettencourt-Schueller, s'engage à financer les activités artistiques de l'institution en partenariat avec l'Institut français. Le 4 octobre 2014, la cérémonie de réouverture de la Villa Kujoyama se déroule symboliquement le week-end de l'édition kyotoïte de Nuit blanche créée par Christophe Girard. Autour de Laurent Fabius, officiels et artistes se pressent pour fêter le renouveau de la Villa. Depuis cette date mémorable, de nouvelles perspectives ont été ouvertes. Les champs des disciplines accueillies englobent désormais les arts numériques, de la scène et les métiers d'art. Pour ce dernier domaine, le but est de valoriser les artisans d'art tout en permettant la transmission des savoir-faire des métiers d'excellence au Japon et en France. Aujourd'hui, un programme solo ou en duo avec un artiste japonais permet chaque année à une vingtaine de créateurs français ou résidant en France d'être accueillis à la Villa. Dans ce lieu inspiré et inspirant, sont également produites des expositions, conférences, performances de créateurs résidents ou d'intervenants extérieurs. Des actions in situ mais aussi hors les murs faisant rayonner au Japon, en France et dans le monde, « l'esprit Villa Kujoyama ».

Matthieu Séguéla,
section Tokyo

La maison Denise Masson à Marrakech

Denise Masson arrive à Marrakech dans les années 30 et fait l'acquisition de cette résidence pour y vivre. Elle y reçoit des intellectuels, des artistes et des amis de sa vie religieuse. Elle y rédige des traductions du Coran et différents ouvrages inter-religieux. Ce lieu particulier vivra uniquement grâce à elle jusqu'à son décès en 1994.

Dans son testament, elle en fait don à la Fondation de France qui cèdera la gestion à l'Institut français de Marrakech. Depuis 2010, la maison Denise Masson dispose d'une programmation régulière.

Le testament de Denise Masson prévoyait deux orientations pour l'organisation socio-culturelle de la maison : un premier volet autour du dialogue interreligieux et un second pour la promotion de l'art et de la culture à large spectre. Dans cette perspective, la maison propose : **une résidence "faits religieux"** qui permet à des intervenants choisis par un comité de profiter de ces murs pour y réaliser des conférences, des rencontres et autres supports de transmission autour d'un thème, en 2022 c'est « écriture & création » ;

une résidence artistique, ouverte sur demande - la maison pouvant accueillir de 10 à 15 artistes par an. Les volontaires en résidence artistique viennent du monde entier. Cependant, depuis la pandémie, la maison a largement profité aux artistes marocains, ce qui a permis un soutien aux réalisations locales.

Pour l'une et l'autre, la résidence est basée sur le principe simple du «donnant-donnant». La notion d'échange est, dans ce lieu, un sentiment incontournable, il suffit de pousser la porte principale pour s'en rendre compte. Sophia Tebba, la responsable des lieux, en est la preuve. Moyennant une discussion motivée et empreinte d'une sensibilité forte, elle vous fera voyager dans la vie de la maison avec un enthousiasme rare.

Le partage et l'échange se retrouvent aussi dans des manifestations régulières. Vous pourrez, mi-novembre, profiter de la Nuit de la poésie (en association avec l'Institut du monde arabe), en janvier, participer à la Nuit des idées (Institut français de Paris) et mi-mars, venir découvrir la Fête de la fleur d'oranger, fête qui mettra en avant l'association Al Mounia de Marrakech et qui donnera lieu à une distillation d'huiles essentielles.

Partage, vous avez dit partage ? Au travers de toutes les actions, la maison Denise Masson entretient un lien étroit et privilégié avec les femmes et les enfants du quartier. En effet, le lieu est régulièrement ouvert et prêté pour des ateliers coopératifs, notamment avec un « troc-savoir » pour soutenir les femmes les plus dans le besoin.

Partage, échange et fraternité, voici les mots qui me restent pour résumer ma visite.

Ludovic Legrand,
président section Marrakech

Une diplomatie culturelle en péril ?

La diplomatie culturelle a toujours été un atout de la France. Cependant, entre les effets d'annonce et la réalité, il est parfois difficile d'avoir une lecture claire sur l'avenir de notre politique extérieure en matière culturelle. A titre d'exemple, comment vouloir créer dix Alliances françaises par an si les moyens ne suivent pas ? Le « soft power » culturel à la française jouit pourtant d'un réseau unique : 832 Alliances françaises, 98 Instituts français et 131 services de coopération et d'action culturelle. Si cette présence est exceptionnelle, encore faut-il la choyer.

La dégradation du réseau culturel à l'étranger s'accélère : fermeture d'instituts ou d'annexes comme en Allemagne, en Grèce ou en Espagne ; suppression de postes locaux et d'expatriés (204 postes de directeurs et chargés de mission expatriés en 2014 contre 161 en 2020, cf. *Rapport d'activité, Fondation des Alliances Françaises, 2020*) ; augmentation de la précarité et des personnels locaux sous-payés... Tout ceci nous amène à penser que l'avenir de ce réseau est incertain. La déficience d'une véritable vision à long terme, un pilotage par l'austérité, la réduction des moyens ne peuvent pas constituer une perspective pour l'avenir de ce réseau.

Même si le programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » est doté de 660 millions d'euros en 2022 (en hausse par rapport

à 2021), cela ne suffira pas à compenser des années de coupes budgétaires. Il n'est plus possible de naviguer à vue. Non seulement ce manque de moyens compromet notre positionnement face à de nouveaux champions de la diplomatie d'influence comme la Chine et ses instituts Confucius, mais cela met en péril l'essence même de notre diplomatie culturelle et, par-delà, la destinée des institutions culturelles qui l'incarnent.

Dernièrement, il semble que le budget de la culture, dans sa dimension diplomatique, est bien trop souvent une variable d'ajustement que l'on augmente ou baisse au gré de l'humeur des décideurs politiques. C'est pourtant le ciment qui unit toutes les variables de la société en lui conférant une identité, une unanimité, aussi nuancée et improbable soit-elle. Or, il y a toujours eu une continuité historique en France entre relations internationales d'une part, et politique culturelle d'autre part. Leur développement est intimement lié et ce, indépendamment de la couleur politique des dirigeants au pouvoir. La diplomatie culturelle française a une longue histoire et une vraie pratique qui remontent à l'Ancien Régime : c'est en effet une période où les liens entre le monde des arts et celui de la diplomatie sont extrêmement forts. Il y a d'ailleurs toujours eu une tradition d'artistes diplomates, de Chateaubriand à Romain Gary et plus récemment Jean- Christophe Ruffin.

Projeter notre culture à l'international, c'est plus que jamais notre force. A l'heure où la guerre pointe le bout de son nez aux portes de l'Europe, il faut continuer à marteler que la culture est bel et bien un gage de paix et de partage entre les peuples. Et dans un monde où la culture semble s'uniformiser à travers les GAFAM et autres Netflix, la France doit maintenir cette capacité à diffuser un cinéma indépendant, à faire circuler des compagnies de danse émergentes, à produire des groupes de musique alternatifs ou à exporter des événements emblématiques comme la Fête de la musique. De même que notre pays doit rester une terre d'accueil pour des milliers d'artistes du monde entier, à travers des structures telles que la Cité Internationale des Arts à Paris et des dispositifs de résidence artistique comme la Fabrique des Résidences de l'Institut français.

Parce que, dans un univers où les relations économiques prédominent, les cultures et les identités nationales sont en conflit frontal. C'est plus que jamais à la capacité de se réinventer, à être un précurseur, singulier et convaincant, en phase avec les questions posées à tous et à chacun par la mondialisation que l'on jugera la force de la culture d'une nation.

Antoine Lissorgues,
membre du Conseil d'administration
Équateur



Destruction du patrimoine culturel

Les récents bombardements des villes de Kharkiv, Tchernihiv ou encore Kiev rappellent l'importance de la protection du patrimoine culturel lors de conflits armés. L'Ukraine abrite aujourd'hui sept sites inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco, dont les vestiges de la cité antique de Chersonèse Taurique, datant du Ve siècle avant Jésus-Christ. Si les guerres ont pour effet dévastateur de ravager les espaces urbains, la destruction ciblée du patrimoine culturel tend à annihiler l'identité culturelle et l'essence même d'une nation.

En mars 2001, les talibans au pouvoir depuis une dizaine d'années décident de s'attaquer aux Bouddhas de Bâmiyân, à l'Ouest de Kaboul, qui témoignent du passé bouddhiste, millénaire, mais également pré-islamique de l'Afghanistan. Il aura fallu deux jours pour que ces géants, âgés de 1.400 ans et d'une hauteur de 50 mètres pour le plus grand, ne s'effondrent en poussière. Face à la condamnation générale, le régime de Kaboul argue que toute représentation humaine est interdite par la doctrine islamique. Outre ces considérations religieuses, c'est dans une volonté de punir la minorité chiite hazara, qui vit à proximité, que les talibans sunnites ont soigneusement choisi de faire disparaître ces statues monumentales. En 2012, après l'émergence massive d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de nombreux groupes touaregs salafistes, les djihadistes s'attaquent aux manuscrits anciens du Centre Ahmed Baba, dont plus de quatre mille ont été brûlés ou volés, mais également à plusieurs mosquées et à 14 des 16 mausolées de saints musulmans de Tombouctou (Mali). Deux ans plus tard, c'est au tour de l'Irak et de la Syrie d'être la cible des soldats de Daesh. Quelques mois après la prise de Mossoul (Irak) par l'État islamique (EI) en 2014, l'une des premières mesures adoptées est l'interdiction de toutes statues, statuettes ou lieux de culte vénérés avant l'apparition de l'Islam. Pas moins de 30 sites sont pillés et entièrement saccagés à Mossoul, Ninive, Hatra, Palmyre ou Raqqa, y compris des mosquées et des monuments historiques musulmans.

Mise en scène 2.0

Les talibans, Al-Qaïda ou l'État islamique se soucient peu des détails de l'histoire et justifient la destruction ciblée et organisée de sites musulmans comme n'appartenant pas à la mouvance salafiste. Les sites de Palmyre et de Nimroud - berceaux de civilisations, y compris de l'Islam - sont non conformes, selon l'interprétation religieuse de l'EI, à la tradition islamique sunnite. Derrière l'aspect

idéologique, il y a surtout la volonté de ces djihadistes de se mettre en scène et d'attirer l'attention sur leurs actions. Tandis que la communauté internationale assiste avec impuissance à la destruction soigneusement documentée de tout un pan de l'histoire, les terroristes se filment héroïquement en train de dynamiter ou de s'attaquer à la massue et au bulldozer à des monuments millénaires. La condamnation internationale et la propagation à toute vitesse des images sur le web tendent à renforcer le sentiment de toute puissance et d'impunité des djihadistes.

Annihiler les sociétés et leur identité

Si les conflits armés ont pour effet dévastateur d'endommager le paysage urbain, la destruction ciblée du patrimoine culturel tend à annihiler les sociétés. En s'attaquant à ces biens, les assaillants réduisent à néant l'essence et l'identité même d'une nation en la privant de son héritage culturel et de ses monuments. L'État islamique au Levant n'a d'ailleurs jamais caché son intention de détruire le fondement des États-nations et d'exterminer leurs identités culturelles pour les remplacer par un nouvel ordre, basé sur la charia islamique. Autrement dit, redessiner la structure des villes, éradiquer son mobilier urbain et son patrimoine historique, changer le nom des rues pour effacer toute trace du passé préislamique des villes qu'ils occupent, surtout lorsque ces dernières ont un lien étroit avec la branche chiite de l'Islam.

Identité orthodoxe russe

Depuis quelques semaines, la communauté internationale assiste avec effroi à un bouleversement similaire en Europe. Loin du Levant et des djihadistes, ce sont les patrimoines culturels et historiques des villes de Kharkiv, Tchernihiv et Kiev qui ont été lourdement bombardés par l'armée russe. L'Ukraine abrite sept sites inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco. Églises, édifices culturels ou religieux, statues et musées sont systématiquement ciblés par les Russes. Pour beaucoup d'historiens et

de chercheurs, cette guerre marque une volonté affichée et renouvelée du Kremlin de piller les œuvres d'art et d'anéantir l'héritage ukrainien, qui n'est pas suffisamment conforme à l'identité orthodoxe russe. Les nombreux appels répétés de la communauté internationale pour que Moscou cesse ces exactions sont depuis restés sans réponse ! Chaque jour, les nouveaux bombardements témoignent de l'horreur de la guerre et de la disparition progressive du capital culturel de ce pays dont le territoire a, au cours de l'histoire, été à plusieurs reprises ravagé, dépeuplé et annexé.

Impunité zéro

La destruction du patrimoine historique d'un pays relève de l'urbicide et l'auteur de ces crimes est passible de sanctions internationales. Les biens culturels sont protégés par le droit international humanitaire, plus communément appelé "droit de la guerre", qui relève de la Convention de La Haye (1954). Les protocoles de la Convention établissent un cadre juridique clair en matière de protection du patrimoine culturel en cas de conflits armés. Toutes les parties au conflit, y compris les acteurs non étatiques, sont tenues par la Convention de protéger les biens et de faire respecter les règles conventionnelles relatives aux édifices religieux, sites archéologiques, objets d'art ou ayant une valeur historique, et autres. Pour l'ancienne procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatima Bensouda, *« tous les peuples sont unis par des liens étroits et leurs cultures forment un patrimoine commun »*. L'impunité en cas de crime *« n'est pas une option »* et *« lorsque l'interdit est violé, les auteurs doivent être poursuivis et jugés, les victimes doivent être réparées et leur dignité restaurée »*. À ce jour, seul le djihadiste malien Ahmad Al Faqi Al Mahdi a été jugé par la Cour pour crimes de guerre et condamné en 2016 à neuf ans de détention pour la destruction des mausolées de Tombouctou.

Vanessa Gondouin-Haustein

Lireka, quand les livres voyagent dans le monde entier, sans frais



Emmanuelle Henry et Marc Bordier, fondateurs de Lireka

L'histoire de Lireka (contraction de Lire et d'Eureka) est une affaire de passionnés et de Français de l'étranger, plus exactement de passionnés qui ne pouvaient pas assouvir leur passion des livres hors de France. D'où l'idée de Lireka, ou comment devenir la première librairie à expédier des livres en français dans le monde entier sans frais de livraison. Entretien avec Emmanuelle Henry et Marc Bordier, les libraires startuppeurs.

Emmanuelle et Marc sont tous deux d'anciens expatriés : Emmanuelle a vécu en Grande-Bretagne et aux États-Unis et Marc au Canada et en Grande-Bretagne également. Sur place, ils font le même constat : il est très compliqué d'avoir accès aux livres en français à l'étranger. Il existe très peu de librairies francophones, et même lorsque l'on réside dans une métropole, il n'est pas forcément aisé de se rendre à La Page à Londres ou à Albertine à New York. En plus de cette difficulté, ils se souviennent combien ils se sentaient parfois éloignés de la culture française et déconnectés de l'actualité littéraire, ou comme parents noyés dans le foisonnement de la littérature jeunesse au moment de choisir. Du coup, comme de nombreux Français de l'étranger, ils chargeaient les valises de livres au retour des vacances en France et passaient commande, à des tarifs prohibitifs, à travers les plateformes transnationales.

Revenus en France, ils décident de mettre en commun leurs connaissances du monde de l'entreprise, du marketing et du e-commerce et leur expérience de l'univers des livres. Ils achètent la librairie Arthaud, institution

bicentenaire installée au centre de Grenoble qui, grâce à son ancrage local, participe activement à la vie culturelle de la ville. En tant que libraires indépendants, ils disposent d'un fond éditorial significatif : 80 000 livres en stock sur 3 étages et 33 libraires sur place. Simultanément, ils créent la start-up Lireka.com, uniquement en ligne, afin de faciliter l'accès aux livres en français depuis n'importe quel endroit du monde et en bénéficiant d'une livraison gratuite. Lireka voit le jour en septembre 2021 et connaît un gros succès, avec notamment un soutien des médias français et des premiers retours très positifs.

Les prix sont abordables mais en plus, grâce aux libraires, Lireka offre un service de proximité en France mais également d'accompagnement pour ceux qui commandent depuis l'étranger. En effet, ils mettent à disposition sur le site les coups de cœurs et les recommandations des libraires avec des sélections thématiques (par exemple, les meilleures BD de 2022) et un blog, visité par 50 000 personnes par mois. C'est donc un cercle vertueux entre le local et l'international.

Forts de leur succès, ils explorent également d'autres secteurs : les manuels scolaires pour les établissements français de l'étranger ou pour les particuliers, les textes de Français Langue Étrangère (FLE) à travers les Alliances françaises et les institutions d'enseignement du FLE mais aussi les FLAM.

Et Français du monde-afde alors ? Emmanuelle et Marc connaissent l'association depuis leur vie de Français de l'étranger et c'est pour cette raison qu'ils nous ont contactés. Comme Français de l'étranger, l'existence de Lireka est une excellente nouvelle pour avoir un meilleur accès aux livres en français. Mais de plus, nous avons noué un partenariat pour le bénéfice de nos adhérents et de nos sections. Lireka propose une réduction de 10%, grâce à un code dédié à Français du monde-afde, sur toutes les commandes. De plus, si une section souhaite organiser une rencontre autour d'un auteur ou d'un thème, elle peut consulter le blog pour avoir des idées, faire une commande groupée et même témoigner ensuite de cet événement.

Florence Baillon



À Tokyo, une librairie francophone disparaît.

Au bout du monde il est des lieux où la France respire. À Tokyo, le rideau vient de tomber sur l'un d'eux : la librairie Omeisha. Fondée en 1947, Omeisha a porté haut et fort pendant 75 ans les couleurs de la langue et de la culture françaises à Tokyo. Mais elle n'aura pas survécu à la baisse du nombre d'apprenants du français au Japon, à la concurrence des librairies en ligne et à la crise sanitaire.

Longtemps, Omeisha fut pourtant une véritable institution avec, en plus de son magasin principal, jusqu'à trois succursales logées au sein des principaux foyers de la langue française à Tokyo : à l'Athénée français (vénérable école de français fondée en 1913), à l'Institut français, et un temps dans l'enceinte même du Lycée français. À son âge d'or, dans les années 1960-70, quand toute une partie de la jeunesse japonaise vibrait pour Sartre, Beauvoir, Montand et Aznavour, la librairie Omeisha, en son quartier de Fujimi (littéralement : « d'où l'on voit le mont Fuji »), était le cœur battant d'un véritable « village de la langue française » au centre de Tokyo : tout près du Lycée français (fondé dans le quartier en 1967) mais aussi de deux célèbres écoles privées japonaises où le français est matière obligatoire dès le primaire (Gyôsei pour les garçons et Shirayuri pour les filles). Les autres navires amiraux de la langue et

de la culture françaises à Tokyo, la Maison franco-japonaise et l'Institut français, étaient aussi à portée de pas.

Des générations de parents d'élèves du Lycée français se souviendront des piles de livres minutieusement préparées les attendant à chaque rentrée, et du seul endroit où l'on pouvait trouver le Graal : ces cahiers à grands carreaux indispensables mais inconnus ailleurs au Japon. Des générations de Japonais francophiles et francophones se souviendront d'un lieu de découvertes sans cesse renouvelées, où l'on pouvait trouver de tout : actualité littéraire, classiques ou BD. Mais qu'ils soient français ou japonais, je me souviens que tous les visiteurs de la librairie semblaient avoir dans le regard la même jubilation : celle de partager un privilège, un lieu secret, un trésor commun.

J'étais présent le 28 février dernier lors de la fermeture de la librairie Omeisha pour remercier au nom de la communauté française le propriétaire M. Okuyama - fils du fondateur - et son équipe. À 70 ans, après avoir tenu boutique tous les jours sans jamais prendre un dimanche ou de vraies vacances, c'est surtout ses bonheurs de libraire qu'il voulait évoquer,



notamment ses rencontres avec les écrivains et artistes invités par l'Institut français, comme Fanny Ardant après *La femme d'à côté*.

Le numérique c'est bien, mais devant la vitrine d'Omeisha jetant ses derniers feux et qui venait pour une ultime fois de déclencher son lot de rencontres inattendues, une évidence s'imposait : rien ne vaut décidément d'être présents, ensemble, dans la réalité. Quand le rideau de fer se ferma définitivement ce 28 février 2022 à 18h38, des applaudissements et des « Merci ! » jaillirent de la petite troupe de supporters rassemblée. La nuit était déjà tombée.

François Roussel,
membre du Conseil d'administration
Japon

Des livres français au cœur de La Haye

J'habite aux Pays-Bas depuis fin 2013. Je suis arrivée en famille, mon troisième enfant venait de naître. Nous vivions à Paris jusqu'alors et voulions changer de vie, adopter un rythme de vie plus cool tout en gardant une vie urbaine sans voiture. Mon premier constat en arrivant aux Pays-Bas était qu'il n'y avait pas de livres en français à La Haye, ni pour les enfants, ni pour les grands. C'était une grosse frustration de lectrice et de maman. Il y avait aussi peu d'événements en langue française. Journaliste en France, j'ai donc décidé, avec une confrère rencontrée sur place, Fanny Weiersmuller, de créer une petite librairie événementielle francophone, « La Librairie nomade », en 2015. L'aventure a duré presque quatre ans, puis j'ai rejoint la librairie internationale Stanza, ouverte en 2018, dans le centre de La Haye. On y vend des livres en anglais, français, espagnol, allemand et italien. J'y suis en charge du rayon francophone. Ma responsable, Karina Romy, est italo-mexicaine et mon autre collègue, responsable du rayon anglophone, est

néerlandaise. C'est une belle équipe internationale ! Le côté international de Stanza est sympa aussi, car beaucoup de familles sont biculturelles.

Le public est surtout francophone, car il constitue une assez grosse communauté à La Haye, du fait de la présence d'institutions européennes et internationales, dans le domaine de la justice notamment, et des écoles françaises et européennes. Mais il y a aussi un vrai public néerlandais francophile, souvent un peu plus âgé.

Les Néerlandais achètent surtout de la littérature, souvent en livre de poche. Ils guettent les prix littéraires. Et quand un livre leur plaît, ils ont tendance à tout lire de l'auteur, j'adore ! Edouard Louis, Faiza Guene, Marie-Hélène Lafon, Annie Ernaux, Michel Houellebecq, Maylis de Kerangal ont beaucoup de succès aux Pays-Bas. Les Français achètent aussi des romans bien sûr, mais aussi beaucoup de livres pour les enfants et des BD.

Il n'est pas très facile de faire venir des écrivains français aux Pays-Bas : cela demande du temps et de l'argent, donc beaucoup d'énergie pour tout mettre en place. Il faut créer des partenariats avec les autres acteurs francophones (écoles, Alliances françaises et Institut français) pour mutualiser nos forces et nos réseaux et ne pas travailler seul. Sinon, c'est très lourd. Mais le public est friand de rencontres et toujours enthousiaste. C'est notre valeur ajoutée par rapport aux plateformes de ventes en ligne, contre qui on ne peut pas rivaliser en termes de stock et de coûts de transport. Le coût de transport des livres et de la TVA (9% aux Pays-Bas sur les livres) est le plus dur pour les petites librairies indépendantes. Ouvrir une librairie francophone à l'étranger est un vrai défi de tous les jours !

Marie Masi,
Présidente section Pays-Bas

Le dossier

Créatrices

Françoise Schwartz, du regard au récit



Originaire du Périgord où je suis née en 1951, je suis partie m'installer définitivement en Argentine à l'âge de 23 ans, après mon mariage avec Carlos, d'origine argentine. J'ai toujours gardé des liens avec la France à travers mes activités professionnelles, enseignant le français en Terre de Feu au sein de l'Alliance française de 1974 à 1977, puis comme institutrice au lycée Jean Mermoz de Buenos Aires pendant plus de 30 ans.

Pour comprendre mon livre *Kapok*, édité en mars 2022, il faut remonter dans le temps : il y a une quarantaine d'années, j'ai planté au centre de notre maison à Buenos Aires une plante abandonnée qui est devenue l'arbre gigantesque d'aujourd'hui. Étonnement, admiration, respect pour sa croissance ont suscité et nourri mon imagination.

L'histoire du kapokier est illustrée par les nombreuses images qui ont surgi tout au long de sa lente

croissance à travers les dessins, les gravures, les sculptures et les aquarelles patiemment réalisés.

Pendant 40 ans, il a été source d'inspiration et toutes les images nées sous ses branches sont autant d'histoires qui se sont succédées dans notre environnement. Au fur et à mesure que ses racines s'ancraient dans la terre de notre patio, les miennes devenaient plus solides.

L'écriture n'était pas mon univers habituel, cependant, sa présence a également fait naître en moi le désir de transmettre à travers les mots ce que mes yeux émerveillés observaient, saison après saison, ainsi que mon admiration et mon respect de la nature.

C'est alors qu'images et poésies des mots se complètent et s'enrichissent.

Françoise Schwartz,
section Buenos Aires

Amandine Thiriet, musicienne européenne

J'ai commencé à étudier la musique et le théâtre dès l'enfance et je n'ai jamais arrêté depuis. Après des études de lettres, je suis devenue rapidement comédienne professionnelle, à Strasbourg puis à Paris pendant presque dix ans, intermittente du spectacle avec une activité d'enseignante à mi-temps. J'ai joué et j'ai aussi créé un duo de poésie et chanson avec la comédienne Sandrine Clarac. Je chantais et jouais de l'accordéon dans quasiment tous les spectacles, en plus du jeu de comédienne. J'ai découvert Berlin par l'intermédiaire d'une amie allemande, Angela, qui était ma colocataire à Paris et, quand je suis allée lui rendre visite, je suis tombée amoureuse de cette ville. Avec mon compagnon, nous avons décidé d'aller y vivre. Une fois à Berlin, j'ai rapidement proposé de chanter des chansons françaises dans les bars avec une accordéoniste, Barbara Kaus-Cosca. Notre duo a rencontré un grand succès dans toute l'Allemagne. Depuis onze ans que je vis à Berlin, je continue à chanter des chansons françaises, avec Barbara mais aussi avec d'autres musiciens, notamment des musiciens italiens de Rome, dont le compositeur Marco Turiziani, avec qui j'ai écrit mon premier album en 2019, *Contretemps*. Je joue aussi régulièrement dans des productions théâtrales, soit franco-allemandes, soit françaises. Il y a trois ans, avec mon compagnon, le photographe et vidéaste Pierre-Jérôme Adjedj, j'ai créé ma propre structure artistique, Sur Mesure.

Évidemment, l'arrivée de la Covid-19 a été un coup dur pour les artistes, dans tous les pays. Nous avons passé de nombreux mois à ne pas du tout pouvoir exercer notre métier, à être considérés comme « non

essentiels », à devoir attendre chez nous sans avoir de visibilité, d'horizon, de contrôle sur la situation. Les annulations de spectacles ou de concerts ont été nombreuses et chaque fois vécues comme des coups durs. Comme je travaille dans plusieurs pays européens, la situation sanitaire rendait mes projets quasiment impossibles. J'ai actuellement trois spectacles de théâtre en suspens depuis 2020 ou 2021 dont je ne sais s'ils reprendront un jour. Les concerts reprennent, eux, plus rapidement à chaque accalmie : j'ai eu de bonnes périodes de concerts pendant les deux derniers étés. Mais cela crée des années très particulières avec des hivers très longs sans un seul concert ni aucune représentation, aucun contact avec le public, aucun entraînement, puis une autre partie de l'année excessivement intense, avec beaucoup de projets qui s'enchaînent en cascade et se chevauchent. Les hivers ont été d'autant plus longs et compliqués que nous avons aussi des enfants et qu'en Allemagne, ils ont été près de huit mois avec l'école à la maison en 2020/2021. Heureusement le Land de Berlin a vraiment bien soutenu et aidé les artistes financièrement, ce qui nous a permis de tenir et de rebondir.

L'avenir ?

Nous avons eu une bonne intuition en créant Sur Mesure quelques mois avant l'arrivée de la pandémie, car cette entreprise-compagnie nous a permis d'associer nos savoir-faire et aussi de trouver les nouveaux besoins propres à la crise. Pierre-Jérôme, par exemple, a profité des pauses imposées pour se mettre à jour sur le travail vidéo et être capable de gérer des streamings qui ont commencé à être très demandés pour pallier l'absence de



présentiel. Grâce à ça, en juin 2021, nous avons été contactés par une association française d'Oxford qui nous a commandé un spectacle en streaming pour les enfants français de la ville : nous avons donc proposé une version filmée et retransmise en direct d'un de mes spectacles, *Le Fabuleux Voyage d'Aminta Polka* d'Elsa Valentin. Cela a beaucoup plu à notre public franco-anglais, qui nous a ensuite proposé de faire une tournée de spectacles en Angleterre pour le réseau Parapluie FLAM, qui chapeaute de nombreuses petites écoles de français pour les enfants et les adolescents. Nous revenons d'Angleterre où nous avons réalisé une douzaine de représentations théâtrales de quatre spectacles différents, pour les enfants français d'une vingtaine d'écoles, de Canterbury à Edinburg, tout cela en camping-car avec nos enfants. J'ai aussi reçu cet hiver une petite bourse de la GEMA pour écrire de nouvelles chansons et les prémices d'un nouveau spectacle sur le thème des femmes de plus de 40 ans. J'espère aussi que les spectacles qui ont été mis en pause en 2020 ou 2021 pourront reprendre. Les idées ne manquent pas et les horizons non plus.

Amandine Thiriet,
section Berlin



Lucie Dolaé,

guitariste couleur tango

Je suis guitariste et arrangeuse spécialisée dans le tango et le folklore argentin. Je vis à Buenos Aires depuis 2013, pour la musique latino-américaine qui me passionne. Originaire de Lille, j'ai étudié au conservatoire de Paris, et je me suis développée artistiquement sur la scène parisienne grâce au poète argentin Miguel Angel Sevilla, avec lequel nous avons enregistré le disque et monté le spectacle *Tangos, Slams et Coplas*. Entre 2012 et 2017, j'ai monté un duo de guitares avec Floriane Charles : elle vit en France, moi en Argentine. Malgré la distance, nous avons réussi pendant quatre ans à monter des tournées dans le nord argentin, à participer à des festivals importants du pays comme Guitarras del Mundo et Charangoscopio, à nous produire en Belgique et en France, et à enregistrer un disque *Septiembre*.

En parallèle, j'ai continué ma formation dans la prestigieuse et unique école publique (c'est l'une des seules en Amérique Latine) de Musique Populaire d'Avellaneda (EMPA) en guitare tango et folklore, dont je suis diplômée depuis 2018. Cette année, j'ai participé et été finaliste comme soliste instrumentale du plus grand festival de folklore du pays à Cosquin, l'équivalent du Festival de théâtre d'Avignon pour le théâtre.

En 2020, le confinement a été particulièrement long à Buenos Aires, jusqu'en novembre, et s'est doublé d'une crise économique qui a fait fuir nombre de mes compatriotes. Je me suis rapidement adaptée à l'annulation de nombreux concerts et de tournées en Europe et en Argentine, à l'impossibilité de répéter les premiers mois et à jouer en direct. Je suis restée sur place à Buenos Aires, transformant mon appartement en studio d'enregistrement et vidéo : concerts en ligne préenregistrés, directs, via des plateformes sociales ou YouTube, interviews latino-américaines avec OBS studio et Stream Yard et cours en visioconférence. Tout mon travail qui fonctionne par le groupe, la communauté, le partage,

l'écoute, s'est transformé pendant la pandémie en un travail bien plus solitaire et technique. Certes, j'ai mis à profit le temps supplémentaire pour étudier mon instrument, mais les nombreuses heures de cours à donner en ligne m'ont généré des problèmes vocaux. L'année 2021, malgré ses limitations, a été pour moi celle de la réouverture : pouvoir de nouveau rencontrer le public et organiser des événements m'a fait un bien fou !

Je me présente actuellement avec un projet très personnel sur les scènes locales comme soliste et avec un répertoire franco-argentin de chacareras (type de musique originaire du nord de l'Argentine) et tango en français, qui sera bientôt disponible en ligne, et des chansons françaises « argentinisées ». Je participe à la scène locale, en me produisant dans de nombreuses milongas de tango avec le duo de guitares A Contramano. Je me produis aussi avec le duo Agua de Lumbre avec un répertoire original de compositrices et autrices de tango et folklore argentin du XXe et XXIe siècle. Ce duo présentera son disque et un livre, *Cancionera*, en juin, dans le plus grand centre culturel argentin de Buenos Aires (CCK) et en France en septembre 2022, lors d'une tournée européenne.

Pendant la pandémie, je suis entrée en contact avec de nombreux artistes du Mexique, du Pérou et du Brésil, avec lesquels nous avons monté des concerts et des entrevues (Ollin Ayllu). Nous souhaitons continuer à partager des concerts et nous rencontrer sur place. C'est important de tisser un réseau artistique conscient et fort face aux évolutions actuelles de l'expression artistique et du monde.

Lucie Dolaé,
section Buenos Aires



Théâtre francophone à Munich

La compagnie ÉLÉMEC fête ses 35 ans

Il y a fort longtemps, je rédigeais un petit article commençant par "Hé, les mecs!... Un club de théâtre se crée à l'OEB...". Jamais alors je n'aurais cru lancer un navire qui a tenu la mer jusqu'à ce jour. Le frêle esquif censé durer quelques saisons a bravé les tempêtes et flotte encore gaillardement... 35 ans après sa mise à flot !

35 ans... J'ai allumé les bougies de notre gâteau d'anniversaire pour raviver mes souvenirs à leur flamme. Car ce qui se voulait être une simple activité de loisirs s'est avérée une aventure pleine de rebondissements.

À peine nés, nous étions censurés. L'accroche de l'article avait été jugée en haut lieu « dégradante pour l'image culturelle de l'Office Européen des Brevets ». Preuve que dix lignes publiées dans un modeste journal d'entreprise peuvent avoir un impact insoupçonné. Dans le désarroi général, Joël Klos, toujours à l'affût d'un bon calembour, proposa de baptiser la troupe encore anonyme « ÉLEctricité-MÉcanique-Chimie », selon les trois grands métiers de notre employeur. L'acronyme donnait ÉLÉMEC, clin d'œil malicieux à la phrase sacrilège sans encourir la colère divine.

En 1992, je proposai d'utiliser les magnifiques arcades de l'Institut français de Munich pour planter le décor de *Palace*. Une telle expérience n'avait jamais été tentée en ce lieu. Mais la vétusté de l'installation électrique fit hésiter son directeur. Qu'à cela ne tienne, Étienne Gillig inspecta le réseau, rééquilibra les phases,

inventa un branchement pour le pupitre d'éclairage. Depuis, grâce à lui, les plombs ne sautent plus à l'Institut et d'autres troupes peuvent y jouer en toute sécurité. La pièce, qui ouvrit une collaboration d'une dizaine d'années avec cette administration, fut un succès. Le directeur de l'Institut y joua avec beaucoup d'humour le rôle du directeur du Palace et Salomé Kammer y fit une apparition lumineuse.

En 2003 Petra-Maria Grünhous nous a ouvert les portes de son Teamtheater. Elle a depuis renouvelé son invitation chaque année, ce dont nous lui sommes grandement reconnaissants.

Notre devise étant de jouer des auteurs contemporains, certains d'entre eux nous ont fait l'amitié de nous rendre visite: Éric-Emmanuel Schmitt est venu assister à la création, à l'étranger, de son *Hôtel des Deux Mondes*, pour laquelle la Süddeutsche Zeitung se fendit d'un éloge intitulé « Erfolg mit Folie »; Gérard Lauzier baissait souvent la tête pendant la représentation de son *Amuse-gueule*. En fait, il en avait oublié certaines bonnes répliques. Il nous a avoué se cacher pour rire de ses propres vanes ; Primo Basso le Nancéien était très impatient de voir pour la première fois son *Roi des Morts* mis en scène au sein du public ; Claire Barré et Delphine Guillonnet ont apprécié l'introduction de chansons dans notre version de *Meurtres à Soleil Vert* ; Didier Schwartz, par l'originalité de son approche d'un sujet difficile - l'Occupation -, a déclenché un engouement médiatique inattendu. Grâce à *Rutabaga Swing*, il a répondu à sa première interview dans un

journal allemand, et nous avons eu le plus grand nombre d'articles de presse jamais atteint par la troupe ; Patrick Haudecœur, monté sur la scène à l'issue de la Première de *Frou-Frou-les-Bains*, a regalé la troupe et le public d'une foule d'anecdotes plus drôles les unes que les autres.

Les bougies ont fini de se consumer. Je contemple le gâteau - notre œuvre. À l'exception de l'inactivité forcée pour cause de pandémie, nous avons produit une pièce par an, choisie dans un vaste répertoire allant du drame à la comédie musicale. Si, par nos choix, nous avons été les témoins de notre temps, nous avons su rester indépendants des modes et des folies du moment.

La structure de club, par opposition à la structure de troupe fermée, a permis un constant renouvellement des forces vives du groupe. Plus de 100 membres originaires de 21 pays différents y ont participé, et, pour beaucoup, ce fut leur première expérience théâtrale. L'engouement qui s'ensuivit, jamais démenti jusqu'à ce jour vu le nombre de troupes théâtrales qui se sont formées depuis, est un facteur de vitalité et de convivialité.

Notre contribution - modeste mais il me semble essentielle - au contexte culturel montre l'importance du lien associatif dans le développement du tissu social, tant local que global.

Bernard Louvion,
section Munich

Barbara Pravi en tournée au Portugal

“La culture, c’est la mémoire du peuple, la conscience collective de la continuité historique, le mode de penser et de vivre.”

C’est avec cette phrase de Milan Kundera bien présente à l’esprit que, depuis une dizaine d’années, la section Français du monde Portugal propose à la communauté française installée au bout de la péninsule ibérique de garder un lien avec cette « mémoire », cette « conscience collective ». Pour cela, nous travaillons à faciliter la mise en place de moments culturels francophones sur l’ensemble du territoire portugais, aussi bien des spectacles musicaux que des pièces de théâtre ou des expositions.

Les 25 et 26 avril derniers, c’est Barbara Pravi que nous avons eu la chance d’accueillir pour sa première tournée portugaise. Le Teatro Tivoli de Lisbonne et la Casa da musica de Porto ont affiché complet pour accueillir la révélation féminine des dernières Victoires de la musique. Français du monde Portugal

est intervenu sur cette coproduction en soutien de l’organisation, en diffusant et en faisant connaître l’événement auprès de la communauté française.

Ce type d’initiative est essentiel afin de recréer du lien social autour de normes culturelles partagées, à l’intérieur de ce que le sociologue allemand Ferdinand Tönnies appelait l’état de « communauté ». C’est aussi un moyen de construire un pont entre nous et notre pays d’accueil, en participant à la promotion de la culture francophone. C’est avec satisfaction que nous avons ainsi observé que le public pour écouter Barbara Pravi venait de tous horizons.

Au fil des années, nous avons pu tisser des liens de confiance avec un certain nombre d’organismes de tournées, ce qui nous permet de continuer à travailler



sur de futures programmations. C’est ainsi que les 25 et 26 octobre 2022, dans un autre registre, l’humoriste D’jal, révélé par le Jamel Comedy Club, viendra faire découvrir son spectacle aux Français du Portugal.

Mehdi Benlahcen,
vice-président
Portugal

Soirée littéraire à Washington



Depuis de nombreuses années, exceptées les années Covid, la section Français du monde-ADFE de Washington organise une soirée littéraire : trois à cinq livres primés l’automne précédent sont présentés par des volontaires ; après chaque exposé de 10 à 15 minutes,

le modérateur pose quelques questions pour approfondir certains aspects de l’œuvre et l’audience peut aussi intervenir. De fait, notre section a depuis ses débuts organisé des activités culturelles, non seulement pour nos membres mais aussi pour les « sympathisants » : soirées musicales, soirées cinéma, visites de musées ou de monuments. Il semblait donc naturel d’y ajouter une soirée livres pour se tenir au courant de l’actualité littéraire.

Cette année, le 2 mars, trois professeurs du Lycée Rochambeau, Hélène Charlet, Karine Marchand et Virginie Morisset, ainsi qu’une ancienne de cet établissement, Colette Chantin Ouahès, ont planché pour nous. Le Prix Fémina, *S’adapter*, le Grand Prix du

Roman de l’Académie, *Mon maître et mon vainqueur*, le Prix Renaudot *Premier sang*, et enfin le Prix Goncourt, *La plus secrète mémoire des hommes* ont été décortiqués tour à tour.

Comme mars est le Mois de la francophonie, au moins un livre écrit par un francophone figure au programme de la soirée. Cette année, il y en avait deux : *Premier sang* d’Amélie Nothomb (Belgique) et *La plus secrète mémoire des hommes* de Mohamed Mbougar Sarr (Sénégal). Finalement, trois des livres ont été mis en loterie et la petite réception qui a suivi a permis d’ouvrir la discussion entre présentatrices et auditoire.

Monique Gordy et Christiane Ciccone,
section Washington

Les Mange-Micros, groupe radio en français pour ados

Français du monde-adf Hessen et son activité FLAM (l'Animation enfantine) vont bientôt fêter leurs quarante années d'existence. En effet, le projet Mange-Micros a vu le jour en décembre 2013.

L'idée du groupe radio a germé dans les têtes de Danielle Capron-Stiller (animatrice depuis 2010/2011) et d'Anne Henry-Werner (présidente FdM-adf Hessen). Constatant que l'Animation perdait les enfants après 10 ans (âge de l'entrée au collège), une telle activité devait permettre d'accompagner plus longtemps les enfants bilingues dans leur développement et leur apprentissage du français.

Nous avons alors contacté des radios privées de la région pour leur exposer le projet. L'équipe de l'émission francophone mensuelle « Aller-Retour » a aussitôt été enthousiasmée par cette idée et a proposé de confier aux enfants une chronique d'une demi-heure mensuelle.

Une préparation intensive

Pour préparer leur rubrique, les enfants se réunissent avec leur animatrice deux samedis par mois pour des séances de trois heures. Cette préparation est associée à des exercices de diction et d'expression théâtrale. L'émission est diffusée en direct du studio chaque 2e

samedi du mois, de 19h00 à 21h00. La rubrique des Mange-Micros couvre la première demi-heure.

Grande diversité des thèmes

Choisis par les jeunes reporters au cours de leurs séances de préparation, les thèmes n'ont cessé de se diversifier au fil des ans : la solidarité, l'école, les réseaux sociaux, les langues étrangères et les différences culturelles, la communauté LGBTQ+, les relations parents-enfants, la formation et les métiers, l'égalité filles-garçons, l'environnement et les pratiques agricoles, les jeunes et la politique, les droits des femmes (avec une interview de l'association NEGAR), l'école de tous les dangers (interviews de Solidarité Laïque et de « Pour un Sourire d'Enfants »)...

La radio c'est sympa !

Un des objectifs est de redécouvrir et de valoriser le support radio. De nos jours les jeunes passent beaucoup de temps devant des écrans et le défi est de les sensibiliser à autre chose que le visuel. Autre objectif : poursuivre et approfondir le travail fait les années précédentes dans le cadre de l'Animation enfantine, à savoir développer et stimuler l'expression orale, enrichir le vocabulaire

et renforcer l'identité culturelle d'enfants francophones, en général binationaux, scolarisés dans le système éducatif allemand.

Grâce à la radio, nos jeunes développent une expression orale claire, concise, assurée, rapide et libre. La radio stimule leur créativité et leur sens critique. Elle encourage un véritable travail de recherche journalistique et permet d'améliorer l'esprit d'équipe et le sens des responsabilités car on y apprend à travailler sur un projet et à le mener à bout.

Outre les sujets, les jeunes reporters cherchent également eux-mêmes les chansons qui agrémentent leur rubrique et sont donc très au fait de l'actualité musicale française.

Petit bonus : au fil des ans, ils se familiarisent avec la technique d'un studio de radio.

Alors, tous à l'écoute... et restez curieux !

Anne Henry Werner et Danielle Capron-Stiller
section Francfort

Pour écouter l'émission
le 2e samedi de chaque mois :
www.radiodarmstadt.de/start.html



Stéréochic, la radio des Français de l'étranger

Gauthier Seys, qui n'a jamais vécu hors de France et aime son chez-soi lillois nous raconte comment est née l'idée de la radio pour les « expats » et ce que l'on y entend, en plus du programme hebdomadaire de Français du monde-adfe « Ma vie ailleurs ».



La radio, Gauthier Seys est tombé dedans quand il était petit, puisqu'il a commencé vers l'âge de 10 ans, a poursuivi au lycée avant d'en faire son métier. Plus jeune directeur de radio à tout juste 23 ans, il a mené en parallèle une carrière dans l'événementiel. En 2006, il décide de créer Stéréochic, une radio musicale qui fait la part belle à la pop électro.

La pandémie met brutalement un terme à ses projets et il s'adapte en utilisant la radio lors du premier confinement en France pour partager des appels à la solidarité, transmettre des messages et informer. Il prend conscience alors de la grande diversité des situations des Français de l'étranger : en effet, même si la pandémie est un fléau mondial, les situations sanitaires et sociales sont très différentes d'un pays à l'autre et n'impactent pas les communautés françaises de la même façon. Les liens avec le pays natal sont également bouleversés, faute de pouvoir circuler librement. C'est donc à la faveur de cette crise que la radio, sans pour autant abandonner sa couleur pop, se transforme en radio des Français de l'étranger !

Il découvre simultanément l'existence des 3,5 millions de compatriotes répartis dans le monde entier et l'absence de radio les concernant. Il décide de proposer de l'information, de faire partager des expériences, sur tous les sujets, tous les univers, tous les âges ; il ne se limite pas aux Français établis hors des frontières, mais s'intéresse aussi aux explorateurs du monde, voyageurs au long cours et autres routards.

Il a déjà au compteur 375 émissions et 1400 personnes interviewées, car comme il l'affirme : « *je parcours 40 000 km par jour depuis son studio* ». La radio diffuse 24h/24, les contenus sont multidiffusés et tout est rangé en podcast pour le plus grand bonheur de son million d'auditeurs mensuel.

Homme-orchestre aidé d'une petite équipe, c'est lors de sa recherche de partenaires qu'il a découvert l'existence de notre association sur Internet tout simplement. Après un échange avec Gauthier, l'évidence nous est apparue, car la radio, comme le monde associatif, fabrique du lien : **réaliser une émission hebdomadaire le lundi à 12 h intitulée « Ma vie ailleurs », qui est un tour du monde de nos adhérents.**

L'originalité de sa démarche est sa propre situation : « *Je propose un service pour les Français de l'étranger sans l'être ni vouloir l'être* ». À la question, quelle est la spécificité des Français de l'étranger qui vous surprend le plus, il répond : « *leur amour de la France, qu'ils évoquent le fromage ou le métro, qu'ils parlent de l'accès aux soins et ou de l'éducation* ». Toujours ouvert aux idées nouvelles, il a réalisé « Le bulletin de la présidentielle » et des grands directs pour donner la parole aux élus, ce qu'il continuera à faire pour les élections législatives. Quant à Français du monde-adfe, nous attendons les adhérents qui souhaitent aller échanger avec Gauthier pour raconter leur bout de France.

Propos recueillis par Florence Baillon



Retrouvez-nous tous les lundis à 12 h sur StereoChic dans notre émission « Ma vie ailleurs » !

Soutenez StereoChic par un don sur www.stereo chic.fr

En faisant un don à l'association StereoChic, vous aidez à la radio à se développer ! Les dons au profit de la radio (particuliers ou professionnels) ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu



Éduqué.e.s aujourd'hui, plus libres demain.

L'éducation, ce n'est pas uniquement savoir lire, écrire, compter... C'est aussi apprendre à penser librement et à se situer comme citoyen.ne dans son environnement, du « local » au monde.



**Solidarité
Laïque**



**Solidarité
Laïque**

4COUV0522



BON DE SOUTIEN

(À retourner dans l'enveloppe-réponse jointe ou à Solidarité Laïque 22 rue Corvisart 75013 Paris)

AVANTAGES FISCAUX

DON > DÉDUCTION > COÛT RÉEL
50 € > 33 € > 17 €

**66 %
DE DÉDUCTION
FISCALE**

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66 %, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

Les informations collectées sont enregistrées par Solidarité Laïque à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes et faire appel à votre générosité. Ces données sont communiquées à nos services habilités à les traiter et conservées pendant la durée nécessaire aux finalités précitées.

Si vous ne souhaitez pas que votre adresse soit échangée veuillez cocher la case ci-contre ☐

Pour faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter Solidarité Laïque par téléphone 01 45 35 13 13, par email info@solidarite-laïque.org, ou par courrier 22 rue corvisart, 75013 Paris. Vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).



OUI

j'aide **Solidarité Laïque** à développer ses programmes éducatifs en France et dans le monde. **Je fais un don de :**

☐ 20 €

☐ 50 €

☐ 100 €

☐ 200 €

☐ _____ €

À ma convenance :



Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque à l'ordre de **Solidarité Laïque**.



Merci de m'envoyer à l'adresse ci-dessous le **reçu fiscal** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce montant.

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] [] VILLE : _____



Je souhaite recevoir la newsletter Internet de Solidarité Laïque.

Courriel (Facultatif) : _____ tél. : _____